

Rwanda/Kabuga

Un ancien proche de Kagame aurait entravé l'arrestation de Kabuga

Hirondelle, 21 octobre 2010

Arusha, 21 octobre 2010 (FH) – L'armée rwandaise a accusé le colonel Patrick Karegeya, un ancien proche du président Paul Kagame aujourd'hui en exil en Afrique du Sud, d'avoir entravé l'arrestation du milliardaire Félicien Kabuga considéré comme le financier du génocide des Tutsis de 1994. Avant son départ en exil, Patrick Karegeya dirigeait le service rwandais des renseignements extérieurs. Kabuga est actuellement recherché par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) basé à Arusha, en Tanzanie. Cette gravissime accusation est contenue dans un article en anglais publié jeudi sur www.mykagame.com, un site ouvert à la veille de l'élection présidentielle d'août dernier. Les signataires de l'article sont deux proches du président rwandais : le lieutenant-colonel Jill Rutarempera est le porte-parole de l'armée rwandaise tandis que le brigadier général Richard Rutatina est le conseiller du président Kagame pour les questions de défense et de sécurité. « Il a été découvert que Patrick Karegeya a saboté les efforts nationaux et internationaux en vue de localiser et arrêter le très recherché fugitif du génocide, Félicien Kabuga », écrivent les deux officiers supérieurs. « A un moment donné lorsque les services de sécurité étaient sur le point de mettre la main sur Kabuga au Kenya, c'est Karegeya qui l'a prévenu en échange d'importantes sommes d'argent », poursuivent-ils. « On croit fortement que sa connexion avec Kabuga se faisait à travers sa fille, une copine de Karegeya », indique le texte. Dans cet article intitulé « Réponse aux allégations de quatre renégats », les deux officiers s'en prennent également à l'ancien chef d'Etat-major de l'armée et ancien ambassadeur du Rwanda en Inde, le général Faustin

Kayumba Nyamwasa, à l'ancien procureur général Gerald Gahima et à son demi-frère Théogène Rudasingwa, ancien directeur de cabinet du président Kagame. Les quatre anciens proches du chef de l'Etat, tous en exil, avaient, dans un document publié début septembre, dressé un bilan très négatif des libertés individuelles et politiques dans leur pays après le génocide de 1994. Ils avaient dénoncé « un gouvernement minoritaire aussi répressif qu'irresponsable » et exigé la mise en place d'« un gouvernement de coalition qui inclurait l'opposition actuellement exclue du jeu politique ». Pour le porte-parole de l'armée et le conseiller du président, « aucun des quatre n'a le minimum d'intégrité ou l'autorité morale requises pour critiquer l'actuel gouvernement du Rwanda ». Rutarempera et Rutatina accusent Nyamwasa d'avoir fait preuve de « favoritisme et irresponsabilité » à la tête de l'armée, traitent Rudasingwa d'« escroc notoire » et affirment que Gahima est recherché pour fraude par la justice australienne. ER/GF © Agence Hirondelle